

5 juin 1996 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Point de presse conjoint de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et Helmut Kohl, chancelier d'Allemagne, sur le bilan du sommet franco-allemand, la poursuite de la coopération en matière d'armement, les relations franco-allemandes et le maintien de l'embargo européen dans le cadre de la maladie de la "vache folle", Dijon le 5 juin 1996.

LE PRÉSIDENT.- Mesdames et messieurs,

- Je voudrais tout d'abord saluer l'ensemble des représentants de la presse venus d'Allemagne, de France ou d'ailleurs. Tout à l'heure, au moment où nous terminions les rapports des différents ministres, - comme nous sommes à ce Sommet sous présidence française, c'était d'abord le ministre français qui s'exprimait et ensuite son homologue allemand -, je me suis un instant retourné pour faire un signe à Catherine Colonna, mon idée étant de lui demander ce que pensent les journalistes et puis le temps qu'elle arrive, j'ai fait moi-même la réponse, j'ai marqué les journalistes sont désabusés.

- Parce que c'est dans la nature des choses, et je voudrais non pas aujourd'hui parler de tous les sujets que nous avons évoqués, - et Dieu sait qu'ils sont importants et nombreux -, mais essayer de faire comprendre que nous sommes au 67ème Sommet franco-allemand, que pendant des semaines et des semaines, nos collaborateurs ont travaillé ensemble, avec compétence bien sûr, intelligence, mais aussi avec foi.

- Nous avons évoqué, bien entendu, la réunion de Berlin, et le Chancelier disait : "Mais comment aurait-on pu imaginer, il y a seulement dix ans, qu'une réunion comme celle de Berlin puisse se tenir, c'était unimaginable". Nous avons évoqué la conférence intergouvernementale qui, sur l'année qui vient, va réformer les institutions de la Communauté pour permettre son élargissement. Et nous nous disions, comment aurait-on pu imaginer une telle convergence entre la France et l'Allemagne sur pratiquement tous les sujets, il y a seulement dix ans.

- Je recevais hier le Premier ministre belge, qui me disait : "pour la conférence intergouvernementale, il faudra que la France et l'Allemagne donnent une impulsion". Et tout naturellement, nous avons aujourd'hui décidé que cette impulsion serait donnée. Nous avons évoqué le G7 et les problèmes très importants qui seront traités. Ce devrait être une réunion qui décide de choses substantielles. Nous nous sommes aperçus qu'il ne restait plus qu'une toute petite différence d'opinion technique sur un problème financier, différence qui va être naturellement réglée dans les jours qui viennent.

LE PRÉSIDENT.- Nous avons évoqué nos problèmes de défense, notamment après les décisions prises par la France. La France a pris des décisions très importantes dans ce domaine, l'achèvement de ses essais nucléaires, la professionnalisation de son armée et l'association à la réforme de l'OTAN. Ici ou là, j'ai lu des appréciations tendant à essayer de démontrer qu'il pourrait dans ce domaine, à défaut d'autres, y avoir des divergences de vues entre la France et l'Allemagne.

l'Allemagne.

- Vous savez avant de prendre ces décisions, sur les affaires militaires, j'en avais naturellement informé le Chancelier dans le détail. Et aujourd'hui, nous sommes arrivés au point où a été élaboré un document commun sur la stratégie militaire entre la France et l'Allemagne. Document qui n'a pas encore été officialisé, qui le sera lors de notre prochain Sommet, ce qui veut dire qu'aujourd'hui, nous sommes en situation d'élaborer une stratégie commune franco-allemande.

- Nous avons bien entendu évoqué les grands problèmes politiques internationaux, qu'il s'agisse de la Russie ou de la situation au Proche-Orient, ou de l'ex Yougoslavie et qu'avons-nous observé, là aussi, que nous avons la même approche, les mêmes conclusions, naturellement il y a des sujets de divergences, mais au fil des Sommets, et c'est cela l'essentiel, ces sujets de divergences diminuent "comme peau de chagrin".

- Je disais au Chancelier, l'Europe a bien des soucis actuellement, sur le plan économique, sur le plan social, mais au moins elle a quelque chose qui marche bien, c'est l'entente franco-allemande, et rien, je vous le dis, rien, ne pourra remettre ce processus en cause. J'écoutais le Chancelier, au début du comité du conseil de sécurité et de défense, et ce soir en conclusion de la réunion plénière. Et l'écoutant attentivement, je repensais à un vieux proverbe chinois qui dit "ce qui sort de la bouche va à l'oreille, et ce qui sort du cœur va au cœur", et je me disais, je ne sais pas si lorsque j'ai parlé, j'ai pu m'exprimer comme je le pensais, mais ce qui est sûr, c'est que ce que vient de dire le Chancelier n'est pas sorti de sa bouche pour aller à mon oreille, c'est sorti de son cœur pour aller au mien. Et, je voudrais voir comme un symbole, que nos deux ministres de l'éducation nationale soient réunis aujourd'hui au lycée bilingue, Charles de Gaulle, à Dijon ou qu'on ait signé un accord pour faire un nouveau pont sur le Rhin.

- Voilà quelques observations que voulais faire avant de passer la parole au Chancelier et de répondre à quelques unes de vos questions.\

LE CHANCELIER KOHL.- Monsieur le Président de la République, cher Jacques, j'aimerais tout d'abord vous remercier très chaleureusement de nous avoir ainsi accueillis, de nous avoir réservé une telle hospitalité, la délégation allemande et moi-même, nous en avons vraiment très largement bénéficié et profité. Donc, j'aimerais te remercier pour cela et tout particulièrement aussi te remercier d'avoir accédé à un désir, à savoir, de nous faire venir à Dijon.

- Le Maire de Dijon a rappelé tout à l'heure l'expérience que j'avais déjà eue à l'époque, à Dijon, lorsque j'étais jeune Ministre-Président de Rhénanie-Palatinat et à ce titre il m'est souvent arrivé de venir ici à Dijon dans les années 1970. Et je crois que cette région est une région intéressante, importante pour ce qui est de nos relations et je crois que notre Président de la République en parlait avec beaucoup de chaleur, avec ses inspirations, avec sa façon de voir et de comprendre la politique, l'économie. Nos ministres se sont rencontrés ici, mais ils se sont rencontrés avec leur savoir, mais également avec leur cœur. Il y a entre la Rhénanie-Palatinat et la région de Bourgogne, un certain nombre, voire même un nombre important de jumelages, de partenariats qui illustrent ce lien, et je crois qu'avec les travaux que nous avons accomplis aujourd'hui, nous avons de nouveau accompli un grand pas dans la direction que nous souhaitons. Voilà la première chose que je voulais souligner. La deuxième chose que je voulais dire, c'est un remerciement, en fait, que je voulais adresser à la population de Dijon, pour la chaleur et l'amitié de l'accueil qu'elle nous a réservé. Ce qui montre, une fois de plus, que beaucoup de citoyennes et de citoyens de nos pays, malgré la normalité entre temps de nos relations et de nos entrevues, continuent de percevoir les choses avec sensibilité. Nous en sommes donc à la 67ème consultation, Sommet franco-allemand, voilà le nombre de nos rencontres officielles qui ont eu lieu entre les gouvernements de nos pays. Mais entre temps ont eu lieu un nombre impressionnant de rencontres entre les différents ministres, entre les différents services, entre les différents collaborateurs, qu'il faut à tout prix que nous remercions ici, pour les efforts consentis et pour leur engagement dans leur tâche.

- Le Président de la République français vient de dire quelque chose que nous ne devrions jamais oublier, même dans l'exercice quotidien de notre travail, le cadeau le plus précieux, l'amitié franco-allemande, le lien franco-allemand. C'est un lien qui ne se dirige pas contre l'autre ou qui n'exclut pas d'autres, ce n'est pas du tout une tentative d'établir une hégémonie franco-

allemande d'aucuns, imbéciles à mon avis, disent cela de temps à autre. Mais il s'agit du lien entre deux peuples importants en Europe, et je crois qu'il est important de le savoir. A plusieurs occasions, on nous dit que les Français et les Allemands restent les moteurs de l'évolution européenne, et qu'il convient d'avancer encore un petit peu au niveau franco-allemand, pour permettre à la maison européenne à elle aussi d'avancer.\

LE CHANCELIER KOHL.- Le Président Jacques Chirac a parlé des différents thèmes qui avaient été abordés. Vous serez libres de poser des questions là-dessus toujours est-il que nos entretiens se sont concentrés aussi sur trois points : la question du Conseil de l'OTAN de Berlin et le rapprochement des PECO. Nous avons aussi la réunion et le Sommet de Florence, plus la réunion du G7 de Lyon en juillet. Pour ce qui est, donc du Conseil de l'OTAN il y a un certain nombre de choses importantes qui s'y sont passées. Je ne sais pas si c'est une date historique, je ne vais pas me pencher sur la question maintenant mais c'est une date qui de toutes les façons est importante dans l'histoire. Cette réunion, la conférence a eu lieu à Berlin donc dans une ville que les Européens aiment particulièrement et qui est aussi liée à des expériences douloureuses au niveau européen. Il y a eu aussi un geste symbolique : là où était situé le mur hier, il y a un certain nombre d'autres endroits dans la ville qui sont marqués par le mur et par d'autres signes de la division qui était celle de l'Allemagne et celle de l'Europe. Avec les ministres des affaires étrangères des pays des états successeurs de l'Union soviétique et avec les représentants des pays d'Europe centrale et orientale, nous nous sommes également entretenus et ceci montre qu'il est possible de parler ensemble, de discuter et qu'il y a une opportunité à saisir pour l'avenir. Je suis très reconnaissant au Président de la République française et à ses collaborateurs d'avoir ici accompli un pas supplémentaire dans la direction d'une structure de l'OTAN modernisée, réorganisée.

- Je crois que c'est là un morceau important du pilier européen notamment dans le domaine de la défense. De temps à autre, tu le disais tout à l'heure, dans les journaux on lit qu'entre nous il y a telle ou telle différence etc, etc.. mais ce n'est pas du tout le cas.

- Le Président de la République, de façon très amicale, de façon très courtoise et de façon très précoce m'a informé de l'intention française concernant la modification des armées. Nous en avons parlé, nous avons parlé d'une armée de conscrits, d'une armée de professionnels, ces problèmes sont des questions que nous avons évoquées de façon très amicale, dans une ambiance très amicale entre nous.\

LE CHANCELIER KOHL.- Maintenant, le Conseil européen de Florence. Il est important. D'aucuns ne réalisent pas encore que d'ici à la fin du mois de juin 97 à La Haye ou ailleurs dans les Pays-Bas ce sera la fin du contrat Maastricht II, ce qui implique une quantité impressionnante de travail qu'il reste à accomplir. Ce que nos amis italiens sont en train d'essayer de réaliser dans des conditions de politique intérieure qui sont difficiles, ce sont des travaux que nous soutenons avec tous les efforts possibles, que nous allons essayer de poursuivre et nous espérons que d'ici la fin de l'année 1997 les choses avanceront bien.

- Il n'y a pas d'alternative à cette politique, on parle beaucoup, on discute beaucoup et on continuera de beaucoup discuter. Il y aura encore beaucoup d'opportunités, de discussions et tous les euro-sceptiques, euro-pessimistes y trouveront certainement l'occasion de nous alimenter de leurs paroles négatives. Mais je crois que la caravane n'en continuera pas moins de poursuivre son chemin. A la fin du mois de juin, à Lyon, sous la présidence du Président de la République, se tiendra une conférence importante notamment vu la conjoncture difficile, vu également les échéances électorales que ce soit à Moscou ou encore à Washington, ou même encore ailleurs, donc c'est une réunion qui ne sera pas sans importance. Toutes ces dates sont importantes, derrière, ce ne sont pas que des dates, se cache une véritable politique et nous travaillons activement à cette politique et je n'ai pas le moindre doute, nous parviendrons à atteindre nos objectifs communs.

- Voilà à titre d'introduction pour ainsi dire, nous sommes maintenant tous les deux à votre disposition si vous avez des questions à nous poser vous savez que le Président de la République française et le Chancelier allemand ne craignent pas les questions qu'il ne peut pas y avoir de

questions désagréables avec nous.

- QUESTION.- J'aurai une question à poser à Monsieur le Chancelier. Le 16 juin avec Monsieur Chirac est-ce que vous allez vous rendre à Verdun pour commémorer le 80ème anniversaire de la Bataille de Verdun ?

- LE CHANCELIER KOHL.- Nous n'en avons pas parlé jusqu'à maintenant, cela n'a pas été le sujet de nos entretiens.\

QUESTION.- C'est une question qui concerne les programmes franco-allemands d'armement, je voudrais savoir dans quelle mesure ils vont être remis en cause par les réductions budgétaires ?

- LE PRESIDENT.- Aucun des programmes d'armement franco-allemand ne sera remis en cause, c'est clair, aucun. Les informations qui ont pu paraître ici ou là étaient des informations dépourvues de fondement alors il y aura peut-être quelques étalements mais aucun programme ne sera remis en cause.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez parlé aujourd'hui des malentendus entre la France et l'Allemagne est-ce que ces malentendus sont maintenant tout à fait résolus à votre avis ?

- LE PRESIDENT.- Je vais vous dire très franchement, cher monsieur, ces malentendus n'ont jamais existé dans mon esprit. J'ai dit que certains avaient de bonne foi spéculé sur des malentendus entre la France et l'Allemagne et j'ai voulu simplement indiquer que cette spéculation comme cela arrive souvent était dépourvue de fondement et je vous le dis du fond du coeur.

- LE CHANCELIER KOHL.- Un instant Jacques, je voudrais dire quelque chose à ce sujet. Je ne peux pas interpréter... mais je dois dire que cette discussion et ces questions, non pas votre question, ces discussions me semblent étranges. Quand à Bonn, je convoque une réunion du cabinet pour discuter avec les ministres d'une coalition, nous avons souvent des opinions différentes, nous nous réunissons et nous réfléchissons sur le chemin commun que nous trouvons. Cela est normal, tout à fait naturel et dans votre vie privée quand vous parlez à vos enfants, à votre femme, à vos amis il y a également des malentendus, cela est tout à fait normal. Je suis depuis de longues années Président d'un parti, quand je réunis le bureau du parti, je lis aussi avant vous dans la presse ce qui devrait se faire etc...

- Là il ne s'agit pas de malentendus mais de malentendus bêtes par-dessus le marché, par voie de conséquence pourquoi cela devrait-il être complètement différent entre nous. Je crois que si nous n'avions que des idées uniformes cela serait très périlleux car dans ce cas là une partie du charme français, de l'identité européenne ou du charme allemand irrésistible serait perdue. Par conséquent soyez content que nous ayons de temps à autre des différences d'opinion.\

QUESTION.- Une question au Chancelier, quel est le sentiment du Chancelier allemand après l'explosion en vol de la fusée européenne Ariane 5 ?

- LE CHANCLIER KOHL.- Je crois que nous partageons tous le même sentiment et ce n'est pas un sentiment particulièrement français ou particulièrement allemand. Nous connaissons les risques liés à un tel essai et nous regrettons profondément ce qui s'est passé. Cela nous touche et cela nous touche de constater que la technique, n'a pas été parfaite, aussi parfaite qu'on l'aurait espéré mais je crois qu'il est clair que nous souhaitons poursuivre les essais.

- LE PRESIDENT.- D'ailleurs un communiqué commun a été publié sur ce sujet.\

QUESTION.- Monsieur le Chancelier, le Président de la République a fait une annonce importante tout à l'heure, il a dit que la France et l'Allemagne élaboreraient une stratégie commune de défense. Comment celle-ci pourrait-elle se présenter ? Et est-ce qu'éventuellement elle pourrait également comprendre la défense nucléaire ?

- LE CHANCELIER KOHL.- D'abord vous n'avez cité que la moitié de l'annonce du Président de la République, car dans la deuxième moitié de son annonce il a dit que nous allions en parler et que lors des prochaines consultations, probablement au mois de décembre, en Allemagne, nous présenterons notre opinion au public car bien entendu, nous aurons encore beaucoup de discussions sur cette question.

- Cette évolution me semble très heureuse, il ne s'agit pas d'un contraste par rapport à la coopération allemande dans le cadre de l'OTAN, nullement, il n'y a aucune contradiction mais la France est notre voisin immédiat et ceux qui, comme moi, viennent d'une région frontalière avec

France est notre voisin immédiat et ceux qui, comme moi, viennent d'une région frontalière avec la France ont toujours ressenti que c'était très agréable de pouvoir s'appuyer sur les armes nucléaires françaises pour protéger également la souveraineté allemande. Cela n'est pas une contradiction avec ce qui se faisait et ce qui se fait autrement dans le cadre de l'OTAN. Nous en parlerons sans doute, si vous pensez que maintenant les Allemands veulent également avoir un droit de disposition des armes atomiques françaises cela n'est pas notre but.\

QUESTION.- Monsieur le Président, monsieur le Chancelier, si vous voulez me permettre une question de quelqu'un qui est ni français, ni allemand mais britannique. Le sujet du jour ailleurs en Europe, c'est la décision de la Commission européenne d'assouplir l'embargo sur les exportations de produits dérivés du boeuf britannique.

- Premièrement, Monsieur le Chancelier, avez-vous l'intention d'appliquer cette décision immédiatement en Allemagne ou de maintenir votre embargo national ?

- Deuxièmement, à tous les deux, est-ce que vous pensez maintenant que la Grande-Bretagne doit arrêter sa politique de blocage des rouages de l'Union européenne et quelles seraient les conséquences si la Grande-Bretagne persistait dans cette politique ?

- LE CHANCELIER KOHL.- Dans un premier temps, j'aimerais dire que je pense pas qu'aujourd'hui il faille s'entretenir de la question d'une politique de blocage de la part de la Grande-Bretagne. Vous savez quand de tels débats ont lieu et en tant que citoyen de Grande-Bretagne vous connaissez probablement ce qui est écrit dans vos propres journaux. Il y est écrit des tas de choses tout à fait extraordinaires et certains journalistes ont tendance à écrire tout le temps la même chose. Au fur et à mesure, je pense que le climat va finir par s'apaiser. Je ne pense pas en tout cas que cela ait grand sens que de parler aujourd'hui d'une politique de blocage, je ne sais même pas s'il s'agit véritablement d'un blocage. Je n'ai pas forcément perçu cela de façon aussi agüe ces derniers jours.

- Ensuite pour ce qui est de la mise en pratique donc de l'application d'une décision de la Commission, il faut savoir que cette décision est assortie d'un certain nombre de conditions, plus exactement de réserves, il faudra voir ensuite comment la situation va évoluer. J'ai eu des entretiens avec le ministre des affaires étrangères britannique, en marge de la réunion de l'OTAN, et avec les trois ministres qui sont concernés, le ministre de l'agriculture, le ministre des affaires étrangères et le ministre des affaires de santé, ce que j'ai pu apprendre avec tous ces entretiens et d'après ce que je sais - je me suis également entretenu avec le Premier ministre John Major - c'est qu'il y a toute une série de propositions qui ont été faites qui, pas à pas, vont permettre, si vous voulez, de démanteler cette évolution et qui permettra d'arriver à une décision.

- Je pense que le mieux serait d'éviter de faire des commentaires de part et d'autre et de se renvoyer des commentaires. Le mieux est de faire avancer les choses et que nous fassions l'expertise des propositions qui sont soumises. Je ne peux quand même pas maintenant faire l'évaluation de propositions que je n'ai même pas encore vues. Nous, ce qui est dans notre intérêt, c'est que cette question évolue mais qu'elle évolue bien, c'est-à-dire qu'elle évite de sur-sensibiliser le climat en Europe.

- Je crois qu'il y a là aussi des intérêts économiques qui sont en jeu. Chez nous il faut savoir que le marché de la viande bovine s'est complètement écroulé. Nous avons des régions dans lesquelles le marché s'est écroulé de pratiquement 50 % autrement dit les ventes, en l'occurrence l'achat de viandes bovines a reculé de près de 50 % dans certaines régions, donc il est clair que les agriculteurs allemands aussi, ont souffert de pertes importantes.

- Je ne peux qu'espérer que nous arrivions à surmonter rapidement cette affaire. Mais pour qu'il n'y ait pas de doute j'ajoute une chose la première chose importante c'est quand même la santé, la santé des consommateurs, la santé des citoyens.

- Je crois que ce doit être, si vous voulez, notre maître mot lorsque nous réfléchissons à ces questions.\

QUESTION.- Monsieur le Président, le Chancelier vient d'émettre un certain nombre de réserve sur l'application de la décision de Bruxelles aujourd'hui, vous de votre côté, qui avez plaidé à Londres pour l'application de la solidarité européenne êtes vous soulagé, est-ce que vous de votre côté vous allez plaider pour l'application immédiate de cette assouplissement de l'embargo chez

nous en France ?

- LE PRESIDENT.- Que les choses soient claires, nous n'avons pas de divergence de vue sur cette affaire `de la maladie de la vache folle` avec l'Allemagne, même si nous l'avons exprimée - c'est vrai - différemment au Comité vétérinaire.

- Premièrement, nous estimons qu'en aucun cas, on ne peut prendre le moindre risque avec la santé publique, le moindre risque, donc s'il y a doute, et bien le doute doit bénéficier à la rigueur.

- Deuxièmement, nous sommes en Europe. Les Anglais sont frappés par une crise très grave, nous sommes solidaires. Cette solidarité s'exprime de deux manières d'une part, par un examen aussi sérieux que possible des demandes britanniques mais là nous sommes obligés de nous en remettre aux scientifiques, aux experts et d'autre part sur le plan financier, ce que nous avons déjà fait et ce que nous sommes prêts à faire à nouveau.

- A partir de là, la Commission va prendre une décision, il s'agit de secteurs très particuliers, où l'ensemble des experts semblent unanimes. S'agissant du suif, de la gélatine et du sperme, si les experts prennent la responsabilité de l'autoriser, cela ne pose pas de problème. Pour ce qui concerne le reste, c'est-à-dire une éventuelle levée d'embargo, tous les experts en matière de santé, vétérinaires, scientifiques, médecins considèrent qu'il doit y avoir préalablement une politique forte d'éradication de la maladie, en Angleterre, qui passe par l'abattage, hélas, d'un nombre plus important que ce n'est le cas actuellement, de bovins. Je ne porte pas de jugement sur le plan technique, naturellement, je constate que telle est l'expertise. Nous souhaitons que les Anglais acceptent, et nous sommes prêts à exprimer notamment sur le plan financier notre solidarité, de prendre les mesures que les savants considèrent comme nécessaires pour que la santé publique ne soit en aucun cas mise en cause.\

QUESTION.- Monsieur le Chancelier, quels sont les délais que vous prévoyez pour les entretiens sur l'élargissement vers l'Est de l'Union européenne ?

- LE CHANCELIER KOHL.- Je ne crois pas que là nous puissions vous rendre le service de vous fournir des chiffres et des dates, cela ressortirait vraisemblablement d'un exercice de prophétie. En tous cas six mois après l'échéance du contrat Maastricht II, pas après la ratification du parlement, mais après la conclusion, l'échéance, il y aura l'examen des candidatures et je crois que les choses seront finalement très différentes selon le niveau et le degré de disponibilité des différents Etats concernés, à mettre en pratique un certain nombre d'exigences.

- Je crois que c'est aux Etats concernés de rassembler les conditions préalables nécessaires. Je ne vais pas fournir de noms, mais dans un ou deux cas, j'ai dit immédiatement dans les Parlements, qu'on pourrait tout à fait imaginer sachant ce qui est des aspects du calendrier - il y a, à chaque fois une nécessité de ratification auprès du Parlement concerné. Donc cela implique une vingtaine de Parlements - cela ne se fait pas du jour au lendemain. Cela risque de prendre quelques années, bref dans 1, 2 ou 3 cas peut-être, donc pour 1, 2 ou 3 Etats nous envisageons au tournant de ce siècle que les conditions préalables pourraient être remplies. Cela me paraît possible, et je crois d'ailleurs qu'on est en droit de l'attendre, et qu'on l'espère de la part de ces pays. Alors on ne peut pas dire, le 1er décembre de telle ou telle année cela va être fait. Ce qui est important c'est d'avoir une date concrète, réaliste, qui puisse être concrétisée.

- Vu tous les problèmes qui existent, cela n'empêchera pas ce processus de se poursuivre, mais il est clair qu'il y a une question de capacité à adhésion qu'il faut examiner. Mais je continue comme par le passé à être très optimiste.

- LE PRESIDENT.- Voilà, nous allons terminer ce point de presse, et je voudrais le terminer en formulant un souhait pour un certain nombre d'entre vous, probablement la majorité, non pas que je veuille faire une discrimination, naturellement, mais parce que je voudrais m'adresser à celles et à ceux qui sont mariés ou qui vivent avec un compagnon ou une compagne £ ceci pour leur dire que je souhaite très chaleureusement que leur ménage marche aussi bien que le couple franco-allemand.\